

## Les syndicats appellent aussi à la marche mondiale pour le climat dimanche 29 novembre 2015

Le dimanche 29 novembre, une « Marche mondiale pour le climat » aura lieu à Paris et dans de nombreuses villes de France et du monde.

Des millions de citoyens marcheront pour exiger de leurs gouvernants un accord ambitieux pour lutter contre le réchauffement de la planète.

Les organisations syndicales signataires de cet appel participeront à la « Marche mondiale pour le climat », organisée par la Coalition Climat 21 et soutenue par la Confédération Syndicale Internationale (CSI) parce que la lutte contre les changements climatiques est pleinement une question syndicale :

- Trop de travailleurs de par le monde sont menacés dans leurs conditions de vie et perdent leur emploi à cause de la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes ou sont menacés de le perdre en raison de la nécessaire transition énergétique et de l'abandon des énergies fossiles ;

- Cette transition technologique et l'ensemble des changements apportés à nos modèles de transport, de construction, de processus de fabrication peuvent être moteur de création d'emplois ;

- La transition vers un modèle de développement différent basé sur la justice sociale doit se faire avec les travailleurs et pas

contre eux.

Cette marche se tiendra à la veille de l'ouverture de la 21<sup>ème</sup> conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21) hébergée au Bourget du 30 novembre au 11 décembre, et qui est déjà annoncé comme le plus grand événement diplomatique que la France ait accueilli. Le mouvement syndical veut dans cette perspective, rappeler aux gouvernements des 195 Etats présents à Paris, que face à l'urgence climatique, il faut agir avec ambition et détermination.

Or, la dernière session des négociations dites « techniques » qui se sont déroulées du 19 au 23 octobre à Bonn, ont montré que nous étions encore loin d'un accord qui puisse protéger les populations du chaos climatique.

Les organisations syndicales exigent avec la CSI que les besoins des travailleurs et des travailleuses soient pris en compte, et que les Etats s'engagent dans l'accord de Paris sur une « Transition Juste » créatrice d'emplois de qualité, où la formation aura toute sa place. Or, à ce jour cette revendication essentielle est encore en suspens dans le projet de texte.

Dans de nombreuses grandes villes du monde, dimanche 29 novembre, des millions de citoyens se mobiliseront pour rappeler aux chefs d'Etats et de gouverne-

ments que la question climatique est universelle et urgente.

Les organisations syndicales signataires appellent leurs militants, adhérents et sympathisants à rejoindre massivement cette Marche citoyenne pour le Climat, qui sera organisée à Paris et dans de nombreuses villes en France.

Cette marche s'inscrit dans les initiatives de mobilisation de la Coalition Climat 21 qui regroupe plus de 130 organisations (ONG environnementales, d'aide internationale, syndicats, associations du mouvement social, etc...). L'objectif de la Coalition est de poursuivre au-delà de la COP 21, les mobilisations pour la justice sociale et écologique.

Toutes les initiatives de mobilisation de la Coalition sont à retrouver sur le site :

<http://www.coalitionclimat21.org>

Avec la signature de :

- CGT
- CFDT
- UNSA
- CFTC
- FSU
- Sud / Solidaires

**Vous pouvez retrouver nos constats et propositions pour améliorer un peu la situation du bilan écologique des centres d'appel dans le numéro 38 du Hot Tension (disponible sur le site internet).**



# HOT TENSION

Numéro spécial COP 21

**Mobilisons-nous pour le climat et la justice sociale**

**Le manque de volonté politique pour aboutir à un accord est inquiétant. Quelque soit le résultat, il ne se mettra pas en place avant 2020 ! L'urgence impose d'agir dès maintenant or rien n'est envisagé sur la période 2015-2020.**

Les changements climatiques ne sont plus contestés aujourd'hui et l'urgence à agir est largement partagée. Les rapports du GIEC (*Groupe Intergouvernemental des Experts du Climat*) mettent clairement en évidence la responsabilité des activités humaines dans la concentration croissante des GES (*Gaz à Effet de Serre*) dans l'atmosphère et la relation directe avec la hausse de la température mondiale moyenne. Pourquoi, alors, les négociations climat n'ont pas avancées depuis le sommet de la terre à Rio en 1992 alors que dans le même temps l'économie mondialisée n'a cessé d'engranger des succès (dérèglementations des marchés et du droit du travail, privatisation du secteur public, allègement fiscal...) avec pour conséquence une crise sociale permanente ? Le sommet climat 2015, à Paris fera-t-il exception et quels en sont les enjeux ? C'est à ces questions que Solidaires tente de répondre pour comprendre l'impérieuse nécessité de se mobiliser au sein de la Coalition climat 21.

**Vers un échec de la COP 21 à Paris ?**

La CoP 20 à Lima en 2014 s'est limitée à la préparation de la CoP 21 en déterminant difficilement les procédures et les cadres des engagements de réduction d'émissions de GES que doivent présenter les Etats pour 2015. La conférence climat s'installera au

Bourget du 30 novembre au 11 décembre. A quelques semaines de son ouverture, rien de concret n'a avancé : la nature juridique et le périmètre, les modalités de suivi et de contrôle des contributions volontaires de réductions d'émissions de GES, les modalités, le niveau de financement et la part des fonds publics.

Le dispositif de contribution volontaire devait inciter chaque pays à aller au-delà de son offre initiale après une évaluation globale des annonces.

Au début de l'été, seulement une trentaine de pays ont soumis leur contribution : les Etats-Unis, le Mexique, la Norvège, la Russie, la Suisse, le Gabon, le Canada, le Liechtenstein, Andorre et l'Union européenne pour les 28 pays qui la composent.

La contribution de l'Union européenne provient du Paquet énergie-climat 2030, arrêté par les 28 chefs d'Etats européens en octobre 2014 (40% de réduction d'ici 2030). Elle reste insuffisante au regard de l'effort qui incombe à l'Europe.

Les Etats-Unis se sont engagés à réduire leurs rejets de GES de 26 à 28% d'ici à 2025 (par rapport à 2005). Rapporté à l'année de référence (1990), cela représente en réalité 13,8%, dérisoire ! Le Plan Obama, annoncé le 3 août prévoit une ré-

**Les Etats seront-ils capables de discuter d'un accord pour la planète, de prendre en considération l'urgence à agir dans l'intérêt collectif des populations alors qu'ils ont montré depuis tant d'années, leur soumission aux lobbies des multinationales ? Telles sont aujourd'hui les incertitudes qui justifient une mobilisation d'ampleur. Non pas pour faire de ces négociations un enjeu historique, mais pour lancer la dynamique de la société civile et sortir de la sidération face à la crise sociale et climatique.**

**Du 29 novembre au 12 décembre tous et toutes en action pour sauver la planète...**

Voici le 40<sup>ème</sup> numéro de "Hot Tension", le journal national du syndicat Sud des centres d'appel. Son but est de créer du lien entre les salarié-es des différentes entreprises des centres d'appel sous-traitants (TP, Arvato, CCA, Armatix, B2S, Sitel, Actical...) dont les conditions de travail et de salaire sont similaires. Ce trimestriel sert à faire circuler nos analyses et nos propositions ainsi que l'actualité du secteur (convention collective, négociations...). Si vous avez aimé ce journal, si vous avez des commentaires, des questions ou si vous voulez nous rejoindre, vous syndiquer, n'hésitez pas à nous contacter ([sudptt@sudptt.org](mailto:sudptt@sudptt.org)).

**En attendant, bonne lecture à toutes et tous !**

duction de 32% des émissions de centrales de production d'électricité à l'horizon 2030, par rapport aux niveaux de 2005, et 28% d'énergies renouvelables dans la production électrique à même échéance. Les Etats-Unis reste le 1<sup>er</sup> pollueur par habitant et ne voulant pas d'un accord contraignant, les annonces du plan Obama sont insuffisantes.

La Russie a proposé de baisser ses émissions de GES de 25 à 30 % d'ici à 2030 par rapport à 1990. En fait, il s'agit du même objectif que son engagement pour 2020. Le pays qui représente près de 5% des émissions mondiales de GES repousse donc de 10 ans la réalisation de l'objectif.

Tout cela ne donne pas une dynamique pour peser sur des engagements globaux qui risquent même d'être renvoyés à la prochaine CoP 22.

Les engagements d'ores et déjà annoncés sont insuffisants pour permettre de rester sous la barre des 2C° de réchauffement climatique, seuil au-delà duquel, les scientifiques prévoient un emballement de la machine

# LA COP, CONFÉRENCE DES PARTIES, BREF HISTORIQUE DES ESPOIRS DÉÇUS !

1988, le 1er Sommet Climat alerte sur les évolutions du climat et crée le GIEC. Il est suivi par le sommet de la Terre à Rio 1992, point de départ des négociations internationales avec la création de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Elle pose le principe de la responsabilité commune mais différenciée des pays. Les pays

industrialisés, responsable de 85% des GES, ont des obligations particulières. Dès 1995, une Conférence des parties, CoP, où siègent les 195 pays (les parties) inscrits à l'ONU, se tient chaque année en décembre.

## CoP, la machine infernale

La conférence des parties réunit tous les ans depuis 1995, environ 20 000 négociateurs de tous les pays accompagnés d'autant de représentants de nombreuses organisations internationales liées à l'ONU (ex : OIT, OMS, FMI, Banque mondiale...), les experts du GIEC mais pas seulement. S'ajoutent de nombreuses organisations non gouvernementales dont l'action diffère suivant leur origine.

Les ONG de plaidoyer et syndicats agissent pour l'intérêt collectif par exemple en apportant une expertise aux délégations des pays en développement :

- CAN, Climat Action Network, regroupant plus de 700 ONG dans 90 pays (WWF, Greenpeace, OXFAM, les Amis de la Terre,...), participe activement à l'ensemble des séances des COP pour analyser, informer et influencer les négociations.

- CJN-AT, Climat Justice Now (Via Campesina, ATTAC,...) créé en 2007 au sommet de Bali, défend la question sociale et environnementale au même niveau en associant les populations directement concernées.

- CSI : regroupement international des syndicats

Les ONG de lobbying défendent les intérêts particuliers de ceux qu'ils représentent. Il s'agit de :

- BINGO (Business and Industry Non-Governmental Organizations) représente les organisations patronales et les multinationales notamment de l'énergie fossile

- CONGO (GOvernamental's No Governmental's Organizations), organisations vivant en grande partie de subventions publiques dont certaines sont pilotées directement par des gouvernements dictatoriaux

\* **1997, la CoP 3, le protocole de Kyoto** conclut le 1er traité international pour la réduction de gaz à effet de serre (GES), courant jusqu'en 2012. Son importance politique et juridique est indéniable mais critiquable :

-> L'objectif global de réduction de GES est très faible (-5,2% d'ici à 2012) même si les pays industrialisés ont des engagements plus élevés

-> Les pays en développement ne sont soumis à aucun plafond.

-> La responsabilité commune mais différenciée implique d'organiser la solidarité financière et technologique en direction des pays en développement. Celle-ci n'est toujours pas engagée aujourd'hui !

Deux voies de négociations se constituent : une autour des signataires du traité, une sous l'égide de l'ONU avec tous les pays. Dès lors, les négociations ne sont qu'une longue série d'affrontement entre pays du nord et du sud. Les premiers remettent en cause leur obligation de baisse des GES et les seconds revendiquent leur droit au développement et donc à émettre des GES.

\* **2009, la CoP 15 à Copenhague**, préparant l'après protocole de Kyoto et présentée comme le sommet de la dernière chance s'est conclue par **un accord sans engagement significatif** des États hormis la création du fonds vert pour le climat, supposé aider financièrement les pays en développement les plus vulnérables au changement climatique. Le hic, c'est que ce fonds reste vide encore aujourd'hui !

\* **2011, Durban est une étape importante pour comprendre les enjeux pour Paris.**

L'aspect juridiquement contraignant du protocole de Kyoto et la double voie de négociation (signataires et non signataires de l'accord) sont abandonnés. La plateforme de Durban ouvre un autre cadre de discussion : la recherche d'un accord global qui engage tous les pays et fixe une échéance, 2015, pour une prise d'effet en 2020. Le temps pour agir se réduit considérablement pour rester dans l'objectif de 2°C max de réchauffement global d'ici la fin du siècle.

\* **2013, la CoP 20 à Varsovie, les États s'engagent à élaborer d'ici 2015 un accord global** basé sur la déclaration volontaire des États pour des objectifs d'engagement de réduction des émissions de GES d'ici 2030. L'ONU devra vérifier la pertinence globale des contributions pour rester en deçà de 2°C.

## SUD / SOLIDAIRES DANS LA DYNAMIQUE DE LA COALITION CLIMAT 21

### Pourquoi SUD se préoccupe d'écologie ?

Le réchauffement de la planète est constant : hausse des températures, baisse de la couverture des glaciers, élévation du niveau des mers et augmentation des gaz à effet de serre (GES). Les matières premières sont épuisables et pourtant surexploitées : charbon, pétrole, uranium, terres rares pour les smartphones !

C'est l'activité humaine qui est responsable de cette situation. Depuis quelques années, la hausse des températures est exponentielle, liée notamment à la hausse de la productivité industrielle.

Les enjeux de transformation sociale et de solidarité internationale sont indissociables des questions environnementales et climatiques

Le chômage de masse, devenu la norme et la dégradation de la situation écologique de la planète sont là pour en témoigner. Cette approche de plus en plus partagée questionne le modèle de développement dominant, basé sur la recherche d'une croissance infinie, à l'origine de la crise écologique comme des inégalités sociales. Pourtant, les profiteurs du système économique actuel pensent encore pouvoir dominer les contraintes naturelles.

Aujourd'hui, l'urgence climatique nous oblige à être lucide

On ne pourra résoudre la question écologique sans s'attaquer aux causes des inégalités. C'est un système social et économique juste qu'il faut construire en respectant la finitude de la terre et la fragilité des écosystèmes.

Le syndicat SUD qui se réfère au syndicalisme de transformation sociale, s'inscrit dans cette perspective. Il s'agit de rompre avec la logique productiviste et satisfaire les besoins sociaux tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle mondiale.

La question de l'emploi est fondamentale

La défense de l'environnement ne peut se faire sur le dos des salarié-e-s. Néanmoins, la sauvegarde de l'emploi ne peut justifier le maintien d'activités dangereuses pour l'être humain et la planète.

Dans ce cadre, le rôle des organisations syndicales est déterminant pour lier la défense des droits des salarié-es et la résolution des problèmes écologiques. La réappropriation des choix de développement par les travailleur-ses et les populations conduit à renforcer le lien entre les combats du monde du travail et de ceux / celles qui militent pour la défense de l'environnement et de la solidarité internationale.

Une usine qui produit de la « merde » que ce soit à manger ou à respirer (par exemple) sera non seulement nocive pour les citoyen-nes mais aussi et surtout pour les salarié-es qui y travaillent. Nous le constatons tous les jours dans certaines usines de la chimie ou encore auprès des salarié-es ayant travaillé dans le bâtiment avec l'amiante... Pour SUD il est évident que la question de la santé directe et indirecte du travailleur-ses est un problème global qui regarde toute la société et donc aussi les syndicats.

Un avenir pour la planète c'est aussi et surtout un avenir pour nous !

La société capitaliste n'a d'autre but que la production de richesses sans chercher à satisfaire les besoins sociaux. Ces modèles de vie menacent la planète et plus particulièrement les populations des zones polluées, inondables, arides. Ce sont ces populations les plus pauvres qui font les frais de ces choix destructeurs, les contraignant à des déplacements. Ce sont encore les populations les plus pauvres qui subissent la malbouffe, les différentes pollutions (air, eau...) ou encore les tâches dangereuses pour la santé au sein des entreprises...

SUD est un syndicat qui lutte pour une transformation sociale. SUD défend l'intérêt des salarié-es et souhaite débattre des conséquences de l'activité des entreprises. Un autre monde plus juste et respectueux de l'environnement nous concerne tous et toutes. On se doit de laisser à nos enfants un monde « propre ».

D'autres choix sont possibles

Durant les 15 premiers jours de décembre, en même temps que se tiendra la COP21, nous nous mobiliserons pour montrer que nous voulons prendre en main notre destin et rompre avec la logique productiviste. La satisfaction des besoins sociaux, tant à l'échelle nationale que mondiale, doit nous guider vers le monde que nous souhaitons.

Le premier temps fort sera le week-end des 28-29 novembre, avec des marches mondiales et régionales pour le climat.

Diverses initiatives se tiendront ensuite en Ile de France, dont le sommet citoyen pour le climat à Montreuil et des conférences thématiques et pédagogiques à la Zone Action Climat, au 104 a Paris. La fin de la COP sera l'occasion d'un rassemblement autour du Bourget et à Paris pour montrer que nous ne laisserons pas l'hypocrisie des États et des capitalistes continuer à diriger le monde.

Cette action du 12 décembre, doit se poursuivre par des dizaines d'autres au printemps 2016, partout dans le monde, contre les projets climaticides.

### Calendrier :

- 28-29 novembre Marches à Paris, en France et dans le monde
- 4 décembre Paris - Grand Palais : fausses solutions
- 5-6 décembre Montreuil (93) : village mondial des alternatives, marché paysan
- 7 au 11 décembre Paris, au 104 : Zone d'Action pour le Climat
- 11 décembre RDV à Paris
- 12 décembre matin Le Bourget : Lignes Rouges
- 12 décembre midi Rassemblement pl. de la République